Non à une armée européenne allemande “supplétive“ de l’Otan

Le 17-10-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Les ministres européens de la Défense mènent, depuis des mois, des discussions sur les moyens d'augmenter la coopération en matière de défense. Cette perspective était vue d'un mauvais œil par le Royaume-Uni, qui entend résister à toute forme d' « armée européenne ». Depuis le Brexit, Merkel et Hollande se lâchent et parlent même d’une armée commune. Et cela va sans dire, cette armée serait, dans les faits, dirigée par l’Allemagne...

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, appuie une politique européenne de défense mais l’Empire US fixe les limites. *« Une défense européenne plus forte sera bonne pour l'Union européenne, ce sera bon pour l'Europe et ce sera bon pour l'Otan »*, a–t-il déclaré tout en martelant : *« nous devons nous assurer d'éviter de dupliquer les structures de l'Otan »*. Et il insiste pour que l'action de l'Europe constitue un « complément » à celle de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord et non « une alternative ».
Une plus grande coopération entre Européens ne peut être que bénéfique, a-t-il assuré, en enjoignant les pays de l’Union à augmenter leurs dépenses de défense parce que *« nous vivons dans un monde plus dangereux avec de nouveaux défis et de nouvelles menaces auxquels il faut répondre et s'adapter »*. Parlait-il de Daech ? Non...

Car le défi de l'Otan est *« une Russie de plus en plus péremptoire et imprévisible ». « Ces dernières semaines, la Russie a déployé un système de missiles plus près des frontières de l'Alliance, qui pourraient transporter des ogives nucléaires (...). Nous allons continuer de mener notre politique de défense forte alliée avec un dialogue politique »*, a-t-il expliqué.
L’ennemi est clairement désigné.

Les intérêts de l’UE et de l’Otan américaine sont convergents. Les Etats-Unis veulent transférer une partie de leur charge financière militaire sur les Etats européens tout en gardant la main sur l’organisation. Avoir une armée de supplétifs entretenue par l’UE, dépendante et aux ordres serait donc tout bénéfice.
Pour l’UE, une armée commune mettrait, à terme, fin à la souveraineté militaire et de défense des Etats de l’Union et « forcerait » l’intégration européenne. Et puis quelle belle perspective...Un peuple qui voudrait quitter l’UE se trouverait sans défense... de quoi, a priori, limiter toute volonté de sortie.

Cette nouvelle attaque contre la souveraineté nationale rend urgente l’application du programme du

Pardem et de Jacques Nikonoff, candidat du Rassemblement pour la démondialisation : Sortir de l’UE et de l’Otan sans attendre... Maintenant !

- - -

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire